

LES DESSOUS DU COUP DE FORCE AU FLN

Saïdani sur un siège éjectable

Amar Saïdani a pris officiellement possession du siège du Front de libération nationale sis à Hydra, à Alger, depuis hier, au matin. Sans la moindre anicroche et sans surprise, d'ailleurs. Ce qui consacre définitivement le coup de force à l'origine de la cooptation de Saïdani à la tête du parti. Un putsch pour lequel Bouteflika avait mobilisé toutes les institutions de l'Etat.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - A telle enseigne que le ministre de l'Intérieur, Daho Ould Kablia, recevant le désormais ex-coordonateur national du parti, Abderrahmane Belayat, qui venait se plaindre de l'injustice dont il fut victime à cause de la partialité de l'administration et de la justice, lui confiait sèchement : «Monsieur Belayat, ne me parlez pas du volet juridique. Toi et moi savons que tu as entièrement raison !»

Il lui aurait ajouté : «Toi comme moi, nous savons que les choses ne se passent pas de cette manière au FLN. Il y a une instruction que nous appliquons, et c'est tout.» Cet invraisemblable aveu, fait à ce niveau, ne peut surprendre sous Bouteflika.

Depuis 2003 et le coup de force opéré contre Ali Benflis, contre lequel s'était liguée la justice «de la nuit», le ministère de l'Intérieur, la chefferie du gouvernement, etc., cela relève désormais de la banalité ! Mercredi dernier, en effet, ce scénario s'est reproduit presque à l'identique. Le Conseil d'Etat annulait une autorisation délivrée par la Wilaya d'Alger au profit du clan Saïdani pour la tenue d'une session du comité central à l'hôtel El-Aurassi. Une décision censée être sans appel et rendue publique en fin d'après-midi annulant de fait la session du lende-



Ould Kablia.

main, jeudi. Or, une autre décision, transmise par téléphone, fera que l'on passe outre une décision de la justice ! «L'on a tenu la session de l'hôtel El-Aurassi sans autorisation de la wilaya d'Alger ! Le directeur de l'établissement hôtelier, qui est étatique, faut-il le préciser, avait été appelé au téléphone pour laisser faire.

Voilà comment les choses se sont réellement passées», nous révèle une source très bien informée.

Un autre «coup de fil» fera actionner la chambre administrative qui, le jeudi matin, prend «l'initiative» de s'autosaisir pour prendre une autre décision, annulant... l'annulation prononcée par une juridiction supérieure, le Conseil d'Etat ! Une décision prononcée dans l'urgence et truffée de contradictions et même de fautes de



Amar Saïdani.

langue et de dates. C'était juste pour «maquiller» le coup de force et sauver un tant soit peu les apparences. «Mais là où les gens se sont trompés de lecture, c'est lorsqu'ils accusent le Conseil d'Etat d'avoir renié sa propre décision. Non, il faut savoir que le Conseil d'Etat est resté sur sa décision, à savoir interdire la réunion du comité central convoquée par le groupe de Amar Saïdani.

Et cette affaire-là remontera inévitablement à la surface le moment voulu.

Car beaucoup ignorent qu'en fait d'affaire juridique, il y en a deux. L'une en référé et qui a finalement permis au groupe Saïdani de tenir sa rencontre avec la complicité de la chambre administrative et l'autre sur le fond de l'affaire qui va prendre beaucoup de temps.



Abderrahmane Belayat.

Elle prendra des mois. En général, les magistrats se donnent aussi le temps avant de revenir à la charge. En l'espèce, ils savent que le rapport de force en ce moment est en faveur de Amar Saïdani, sur le plan politique.

Mais rien ne garantit que cela durera éternellement. Autrement dit, une nouvelle situation politique défavorable à ceux qui ont parachuté Saïdani déclenchera de fait les foudres de la justice contre lui. «Tout cela, Bouteflika et les responsables qu'il avait mobilisés dans cette affaire le savent très bien.

C'est pourquoi il n'y a pas eu d'autorisation écrite de la Wilaya d'Alger pour la réunion de jeudi dernier. C'est pour ne pas laisser de traces.» Tout simplement.

K. A.

AUCUN PROJET DE LOI N'EST PRÉVU POUR LA SESSION D'AUTOMNE

Le Parlement en panne sèche

La session parlementaire d'automne s'ouvre demain dans un contexte politique particulièrement tendu. Le Conseil des ministres n'ayant pas siégé ces derniers mois, les membres de l'Assemblée populaire nationale et du Conseil de la nation n'auront aucun texte législatif à adopter. A commencer par la loi de finances 2014.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - La session d'automne qui s'ouvre aujourd'hui met un terme définitif au «sursis» de l'intersession parlementaire.

Durant deux longs mois, Abdelaziz Bouteflika avait eu l'occasion de légiférer par ordonnance mais il n'a pas eu la possibilité d'en profiter. Exit donc la loi de finances complémentaire 2013. Ce texte, d'une importance capitale, devait, notamment, permettre d'intégrer dans le budget de l'Etat toutes les enveloppes financières promises par le Premier ministre lors de ses visites de travail dans les wilayas. Abdelmalek Sellal se retrouve avec des engagements qu'il ne pourra pas tenir.

La fin des vacances des sénateurs et des députés complique encore plus les choses pour le président de la République. En effet, il ne dispose plus que de 90 jours pour tenir un Conseil des ministres et entériner le projet de loi de finances 2014. Inutile de dire que le temps presse car la procédure est longue. Si ce texte

n'est pas transmis à l'Assemblée populaire nationale avant le mois d'octobre, la République entrera dans la zone rouge.

Rappelons que la loi de finances et du budget de l'année 2014 doit être signée avant le 31 décembre. Les conséquences de l'absence de Abdelaziz Bouteflika — frappé par la maladie depuis cinq mois — iront en s'aggravant.

Ainsi, les membres de l'Assemblée populaire nationale et du Conseil de la nation risquent de chômer. Là encore, l'impossibilité de tenir un Conseil des ministres a bloqué le processus de transfert des projets de textes de lois du pouvoir exécutif vers le pouvoir législatif.

Parmi les lois en suspens, on peut citer celles relatives à l'activité audiovisuelle, le projet de loi portant loi minière, le code des douanes, le projet de loi relatif aux ressources biologiques, le code de l'organisation pénitentiaire et de la réinsertion sociale des détenus et l'amendement du code pénal. Pour meubler le



Les membres de l'APN risquent de chômer.

temps, l'APN et le Sénat pourront toujours organiser des journées d'études parlementaires ou multiplier les questions orales aux membres du gouvernement. Une catégorie d'élus ne risque pas de s'ennuyer ces prochains mois : les parlementaires du Front de libération nationale. Jeudi dernier, le nouveau secrétaire général du FLN avait déclaré avoir

gelé la liste des représentants du parti à la tête des structures de l'Assemblée qui avait été entérinée le 17 août dernier.

Amar Saïdani a décidé de remettre en selle le groupe de Tahar Khawa, président sortant du groupe parlementaire, en attendant d'organiser de nouvelles élections. Au vu du climat de tension qui persiste au sein de

cette formation, il n'est pas dit que les choses se passent telles que les prévoit Saïdani.

Durant cette session parlementaire — la dernière avant la tenue des élections présidentielles de 2014 — l'opinion publique pourrait assister à des retournements politiques inattendus.

T. H.